



---

## TABLE DES MATIÈRES

### **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Compte rendu
- 1.4 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

### **PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des offres
- 2.3 Ancien fonctionnaire
- 2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes
- 2.5 Lois applicables
- 2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

### **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

- 3.1 Instructions pour la préparation des offres
- 3.2 Section I: Soumission technique
- 3.3 Section II: Soumission financière
- 3.4 Section III: Attestations

### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

- 4.1. Procédures d'évaluation
- 4.2 Évaluation technique
- 4.3 Évaluation financière
- 4.4. Méthode de sélection

### **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

- 5.1 Attestations exigées avec l'offre
- 5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

### **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES**

- 6.1 Exigences en matière d'assurance

### **PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

#### **A. OFFRE À COMMANDES**

- 7.1 Offre
- 7.2 Exigences relatives à la sécurité
- 7.3 Clauses et conditions uniformisées
- 7.4 Durée de l'offre à commandes
- 7.5 Responsables
- 7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
- 7.7 Utilisateurs désignés
- 7.8 Instrument de commande
- 7.9 Limite des commandes subséquentes
- 7.10 Ordre de priorité des documents
- 7.11 Attestations et renseignements supplémentaires
- 7.12 Lois applicables
- 7.13 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

#### **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

- 7.1 Énoncé des travaux
- 7.2 Clauses et conditions uniformisées

- 
- 7.3 Durée du contrat
  - 7.4 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
  - 7.5 Paiement
  - 7.6 Instructions pour la facturation
  - 7.7 Exigences en matière d'assurance
  - 7.8 Clause du Guide des CCUA

**Liste des annexes:**

- Annexe A - Énoncé des travaux
- Annexe B - Base de paiement
- Annexe C - Exigences en matière d'assurance
- Annexe D - Rapport d'utilisation de l'offre à commandes
- Annexe E - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes

Annexe 'F' de la partie 4 de la demande d'offres à commandes - Critères techniques obligatoires d'évaluation

Annexe 'G' de la partie 3 de la demande d'offres à commandes - Instruments de paiement électronique

Annexe 'H' de la partie 5 de la demande d'offres à commandes - Attestations additionnelle

---

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et
- Partie 7 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subsequent :
  - 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;
  - 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique et toute autre annexe.

### **1.2 Sommaire**

- (a) La 86e Escadrille des services publics et des systèmes d'aérodrome (86 Ele SPSA), 8e Escadre Trenton du ministère de la Défense nationale (MDN), souhaite établir une offre à commandes individuelle et régionale (OCIR) pour la prestation de services de révision et de remise en état du moteur à carburants multiples Deutz et la fourniture des pièces connexes y comprise la formation.
- (b) On prévoit attribuer une (1) offre à commandes individuelle et régionale pour répondre au présent besoin.
- (c) La période proposée de l'offre à commandes est de deux (2) ans à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2020 avec 3-1 années d'option oui.
- (d) Le besoin est limité aux services canadiens.
- (e) La présente DOC permet aux offrants d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs offres. Les offrants doivent consulter la partie 2 de la DOC, Instructions à l'intention des offrants, et la partie 3 de la DOC, Instructions pour la préparation des offres, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode.

### **1.3 Compte rendu**

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

### **1.4 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)**

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0125-20AAS2/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur  
tor024

Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W0125-20AAS2

File No. - N° du dossier  
TOR-0-43038

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le communiqué de presse du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

### 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- (b) Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.
- (c) Le document 2006 (2020-05-28), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.
- (d) Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer: 60 jour

Insérer: 90 jour

### 2.2 Présentation des offres

- (a) Les offres doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la DOC. Les offrants doivent acheminer leur offre à l'endroit suivant:

#### Réception des soumissions – TPSGC

10<sup>e</sup> étage – 4900, rue Yonge

Toronto (Ontario) M2N 6A6

[TPSGC.orrceptiondessoumissions-orbidreceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:TPSGC.orrceptiondessoumissions-orbidreceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

*(Les offres ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2006, ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion postel si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.)*

Pour présenter une soumission par l'intermédiaire du service Connexion postel, l'offrant doit envoyer dès que possible et, dans tous les cas, au moins six jours ouvrables avant la date de clôture de la DOC (pour s'assurer de recevoir une réponse), un courriel qui contient le numéro de la DOC à l'Unité de réception des soumissions de TPSGC précisée afin de demander d'ouvrir une conversation Connexion postel. Les demandes de conversation Connexion postel reçues après cette date pourraient rester sans réponse.

- (b) En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par télécopieur à TPSGC ne seront pas acceptées.

### 2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

#### (a) Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être:

- (i) un individu;
- (ii) un individu qui s'est incorporé;
- (iii) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- (iv) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

(b) **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

**OUI ( ) NON ( )**

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

(c) **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

**OUI ( ) NON ( )**

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (iii) la date de la cessation d'emploi;
- (iv) le montant du paiement forfaitaire;
- (v) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (vi) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- (vii) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

---

## 2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre
- (b) Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

## 2.5 Lois applicables

- (a) L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur l'Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois
- (b) À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

## 2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les offrants potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les offrants à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada Achats et ventes, sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
  - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
  - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les offrants devraient savoir que des délais stricts sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les offrants devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.



---

## **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

### **3.1 Instructions pour la préparation des offres**

- (a) Si l'offrant choisit d'envoyer son offre par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation. La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique  
Section II : Offre financière  
Section III : Attestations  
Section IV : Renseignements supplémentaires

Les copies papier ou les offres envoyées par télécopieur ne seront pas acceptées.

### **3.2 Section I: Offre technique**

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

### **3.3 Section II: Offre financière**

- (a) Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.
- (b) **Païement électronique de factures - offre**
- (i) Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « G » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.
  - (ii) Si l'annexe « G » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.
  - (iii) L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.
- (c) **Fluctuation du taux de change**  
C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

### **3.4 Section III: Attestations**

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

---

## **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **4.1 Procédures d'évaluation**

- (a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

### **4.2 Évaluation technique - Critères techniques obligatoires**

Voir l'annexe F – critères techniques obligatoires d'évaluation

### **4.3 Évaluation financière**

#### **(a) Évaluation du prix - Agrégat**

- (i) Les offres seront évaluées en fonction des prix indiqués à l'annexe « B », Base de paiement.
- (ii) Le prix évalué sera le prix évalué total, soit le total agrégé de la période de l'OC — année 1 et année 2, de l'option 1 — année 3, de l'option 2 — année 4 et de l'option 3 — année 5 (toutes taxes applicables en sus) de l'annexe B, Base de paiement. Le prix utilisé pour l'évaluation sera le prix total évalué, lequel est calculé comme suit :  
  
Pour chacune des catégories, l'utilisation totale estimative de chaque article sera multipliée par le prix unitaire ferme afin d'établir le prix calculé estimatif pour cet article. Les prix calculés estimatifs de tous les articles seront additionnés pour établir le prix cumulatif aux fins de l'évaluation.
- (iii) Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

### **4.4 Méthode de sélection**

- (a) Afin d'être déclarée recevable, une offre doit respecter toutes les exigences de la DOC et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

## **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### **5.1 Attestations exigées avec l'offre**

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

#### **5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction**

Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter avec son offre la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### **5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires**

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

#### **5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée**

Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### **5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre**

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » ) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail ([http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu\\_travail/droits\\_personne/equite\\_emploi/programme\\_contrats\\_federaux.page?&\\_ga=1.152490553.1032032304.1454004848](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848)).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

#### **5.2.3 Attestation du contenu canadien**

Cet achat est limité aux services canadiens

L'offrant atteste que :

( ) les services offerts sont des services canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 4 de la clause A3050T.

##### **5.2.3.1 Clause du Guide des CUA A3050T (2020-07-01) Définition du contenu canadien**

---

## **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES**

### **6.1 Exigences en matière d'assurance**

- (a) L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe C si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.
- (b) Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

## PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

### A. OFFRE À COMMANDES

#### 7.1 Offre

- (a) L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

#### 7.2 Exigences relatives à la sécurité

- (a) L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

#### 7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

##### 7.3.1 Conditions générales

2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

##### 7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

- (a) L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.
- (b) L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « C ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

#### 7.4 Durée de l'offre à commandes

##### 7.4.1 Période de l'offre à commandes

La période pour passer des commandes subséquentes et fournir des services dans le cadre de l'offre à commandes est du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_, inclusivement. *(Les deux années et les dates seront insérées lors de l'attribution de l'offre à commandes.)*

##### 7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour trois (3) périodes supplémentaires d'un (1) an chacune, selon les mêmes modalités et aux taux ou prix indiqués dans l'OC, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

#### 7.4.3 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « X » de l'offre à commandes.

### 7.5 Responsables

#### 7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est

Nom: Shannon Brewster  
Titre: Spécialiste en approvisionnements  
Organisation: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Branche d'acquisitions  
Direction: Région de l'Ontario  
Adresse: 4900 Yonge Street, 10<sup>th</sup> Floor, Toronto, ON M2N 6A6  
Téléphone: (647) 273-1369  
Courriel: shannon.brewster@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

#### 7.5.2 Chargé de projet (*à déterminer lors de l'attribution*)

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est:

Nom: \_\_\_\_\_  
Titre: \_\_\_\_\_  
Organisation: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_\_  
Courriel: \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

#### 7.5.3 Représentant de l'offrant (*à remplir par l'offrant avec la soumission*)

Nom: \_\_\_\_\_  
Titre: \_\_\_\_\_  
Organisation: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Télécopieur: \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Courriel: \_\_\_\_\_

### 7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

## 7.7 Utilisateurs désignés

Voici l'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes :  
86e Escadrille des services publics et des systèmes d'aérodrome (86 Ele SPSA), 8e Escadre Trenton à Trenton (Ontario).

## 7.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

- (a) Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
- (b) Les formulaires suivants sont disponibles au site Web Catalogue de formulaires:
  - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
  - PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)ou
- (c) Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants:
  - le numéro de l'offre à commandes;
  - l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
  - la description et le prix unitaire de chaque article;
  - la valeur totale de la commande subséquente;
  - le point de livraison;
  - la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
  - la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

## 7.9 Limite des commandes subséquentes

- (a) Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 100,000.00\$ (taxes applicables incluses).
- (b) Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes qui dépassent cette limite doivent être autorisées par l'autorité contractante avant d'être délivrées.

## 7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- (b) les articles de l'offre à commandes;
- (c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes – biens ou services;
- (d) les conditions générales 2010C (2020-05-28), Conditions générales - services (complexité moyenne);
- (e) l'annexe «A», Énoncé des travaux;
- (f) l'annexe «B», Base de paiement;
- (g) l'annexe «C», Exigences en matière d'assurance;
- (h) l'annexe «D», Rapport d'utilisation de l'offre à commandes;
- (i) l'annexe «E», PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes; et
- (j) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_. (*à insérer lors de la délivrance*)

---

## 7.11 Attestations et renseignements supplémentaires

### 7.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

### 7.11.2 Clauses du Guide des CCUA

M3060C (2008-05-12) Attestation du contenu canadien

## 7.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ (*insérer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## 7.13 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.



## **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### **7.1 Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **7.2 Clauses et conditions uniformisées**

#### **7.2.1 Conditions générales**

2010C (2020-05-28), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### **7.3 Durée du contrat**

#### **7.3.1 Période du contrat**

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

#### **7.3.2 Date de livraison**

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **7.4 Divulgaration proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires**

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

### **7.5 Paiement**

#### **7.5.1 Base de paiement – Prix unitaire ferme(s)**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes dans l'annexe B à un coût précisé dans le document de commande subséquente. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

#### **7.5.2 Limite de prix**

Clause du Guide des CCUA C6000C (2017-08-17), Limite de prix

#### **7.5.3 Paiements multiples**

Clause du Guide des CCUA H1001C (2008-05-12), Paiements multiples

#### **7.5.4 Clause du Guide des CCUA**

Clause du Guide des CCUA A9117 (2007-11-30) - T1204 - demande directe du ministère client  
Clause du Guide des CCUA C0710C (2007-11-30) - Vérification du temps et du prix contractuel

#### **7.5.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente**

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants à *(déterminer lors de l'attribution du contrat)*

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;

- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ; ou
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

## 7.6 Instructions pour la facturation

- (a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par:

- (i) Une copie de la commande subséquente à l'offre à commandes ou un document électronique.
  - (ii) Une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance.
- (b) Les factures doivent être distribuées comme suit :
- (i) Une (1) copie doit être envoyée par courriel au le chargé de projet pour certification et paiement.  
Nom : (à insérer lors de l'attribution du contrat)  
Courriel : (à insérer lors de l'attribution du contrat)
  - (ii) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

## 7.7 Exigences en matière d'assurance

- (a) L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe "C". L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.
- (b) L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.
- (c) L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

## 7.8 Clause du Guide des CCUA

Clause du Guide des CCUA A9062C (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

## ANNEXE A ÉNONCÉ DE TRAVAIL

### 1. Objectif

La 86e Escadrille des services publics et des systèmes d'aérodrome (86 ESPSA) de la 8e Escadre (Trenton) a besoin d'une révision, d'une remise à neuf et de pièces pour ses moteurs multi carburant Deutz. Ces moteurs sont utilisés sur le système d'arrêt d'aéronef (SAA) Barrier Arresting Kit 12 (BAK 12) et le système d'arrêt d'aéronef mobile (SAAM) pour retendre le système après immobilisation d'un aéronef. Le SAA et le SAAM sont utilisés pour immobiliser des chasseurs CF188 et tout aéronef muni d'une crosse d'arrêt nécessitant l'utilisation des systèmes d'arrêt lors d'atterrissages d'urgence et de décollages interrompus.

### 2. Contexte

La 86 ESPSA est l'installation de réparation et de révision d'Aviation royale canadienne (ARC) pour le SAA. La 86 ESPSA procède à la pose et à la révision du SAA, ce qui comprend le moteur multi carburant Deutz. Pour assurer la fiabilité absolue du SAA, des moteurs remis à neuf ou reconstruits doivent être utilisés lors de la révision majeure. On a aussi besoin de pièces de maintenance de routine au cours de la vie des moteurs.

Les SAA font l'objet d'une révision majeure tous les 10 ans, et c'est au cours de cette révision qu'on remplace les moteurs par des moteurs neufs, reconstruits ou remis à neuf.

Tous les moteurs doivent être de marque Deutz, et tous les composants doivent être des pièces d'équipementier. Toutes les pièces et tous les composants de moteur doivent être du matériel d'équipementier; aucune substitution n'est autorisée, car ces composants doivent être interchangeables avec ceux de tous les moteurs du parc d'environ 8 moteurs turbocompressés et 16 moteurs atmosphériques multi carburant Deutz pour le SAAM et le SAA BAK 12 classique.

Voici toutes les données concernant les moteurs :

<b>Modèle F4L 2011</b>	Code : CE47.8	Numéro de série : 10155223
KW : 47,8	HP : 64,4	
Tr/min : 2 800	Famille : 6DZXL03.1040	

et

<b>Modèle : BF4I 1011 F</b>	Code : C5372	Numéro de série : 00520305
KW : 53,0	HP : 71,1	
Tr/min : 2 800	Famille : YDZXL02.714	

et

<b>Modèle : D 2011 L 041</b>	Code : C3C1452	Numéro de série : 11235816
KW : 45,2	HP : 61	
Tr/min : 2 600	Caractéristiques : 25008607	

### 3 Portée des travaux

La 86 ESPSA doit recourir aux services suivants pour réaliser son programme de révision pour chaque SAA. On prévoit que la 86 ESPSA aura besoin chaque année de deux à six moteurs remis à neuf, reconstruits ou fournis à l'état neuf. Ce nombre dépend du plan de révision principal qui détermine quels sont les systèmes qu'on doit réviser au cours de cette année. La 86 ESPSA retirera les moteurs actuels du SAA au cours du processus de révision, et avisera l'entrepreneur lorsque les moteurs seront prêts à être pris en charge à la 86 ESPSA Trenton. L'entrepreneur ira chercher les moteurs, et il rapportera ceux remis à neuf ou reconstruits dans le temps d'immobilisation (TI) spécifié à la 86 ESPSA Trenton; on commandera des moteurs neufs dans le cadre de cette offre à commandes individuelle et régionale (OCIR), et on les livrera directement à la 86 ESPSA comme spécifié dans chaque commande subséquente.

### 3.1 Services requis

- a) L'entrepreneur sera responsable du transport, de la réparation, des pièces de remplacement et de l'élimination, par le responsable du projet (RP) pour la BFC Trenton, comme et lorsque requis, à partir de l'adresse suivante :
- 8 CESF/86<sup>e</sup> Escadrille des services publics et des systèmes d'aérodrome (86 ESPSA)  
8, St Jean Avenue, bâtiment 291  
Astra (Ontario), K0K 3W0
- b) Les heures régulières sont de 7 h à 15 h du lundi au vendredi, sauf les jours fériés. Le jour de la Famille n'est pas un jour férié reconnu.
- c) **Jours fériés:** Jour de l'An  
Vendredi saint  
Lundi de Pâques  
Fête de la Reine  
Fête du Canada  
Congé civique (août)  
Fête du Travail  
Action de grâces  
Jour du Souvenir  
Noël  
Boxing Day

#### 3.1.1 Remise à neuf d'un moteur

- a) Remise à neuf à zéro heure du moteur atmosphérique multi carburant Deutz F4L 2011.

L'entrepreneur doit effectuer au moins la remise à neuf des moteurs qu'on lui confie, ce qui signifie que tous les composants internes neufs, soit les pistons, les segments, les bielles, les soupapes, les joints d'étanchéité, le système de distribution du carburant (les injecteurs et les pompes à carburant), le démarreur, l'alternateur/la génératrice, le vilebrequin, l'arbre à cames et la culasse, peuvent être remplacés au besoin. On doit vérifier et réparer le bloc moteur au besoin de manière à ce qu'il ait les caractéristiques de l'équipementier pour un bloc moteur neuf. Le moteur entièrement révisé doit avoir les caractéristiques de l'équipementier d'un moteur multi carburant neuf ou remis à neuf. Le moteur reconstruit doit être repeint; il doit avoir un fini noir semi lustré répondant aux spécifications de l'équipementier. Le TI est de 30 jours.

- b) Reconstruction à zéro heure du moteur turbocompressé multi carburant Deutz BF4L 1011.

L'entrepreneur doit effectuer la reconstruction complète des moteurs qu'on lui confie, ce qui signifie que tous les composants internes neufs, soit les pistons, les segments, les bielles, les soupapes, le turbocompresseur, les joints d'étanchéité, le système de distribution du carburant (les injecteurs et les pompes à carburant), le démarreur, l'alternateur/la génératrice, le vilebrequin, l'arbre à cames et la culasse, peuvent être remplacés au besoin. Le bloc-moteur doit être vérifié et réparé au besoin pour avoir les caractéristiques de l'équipementier d'un bloc-moteur neuf. La révision complète du moteur doit satisfaire aux spécifications de l'équipementier pour un moteur multi carburant neuf ou remis à neuf. Le moteur reconstruit doit être repeint conformément aux spécifications de l'équipementier. Le moteur reconstruit doit être muni du lubrifiant de rodage approprié, et les instructions de rodage complètes doivent être fournies avec chaque moteur. Le TI est de 30 jours.

- c) Reconstruction à zéro heure du moteur atmosphérique multi carburant Deutz D 2011 L 041.

L'entrepreneur doit effectuer la reconstruction complète des moteurs qu'on lui confie, ce qui signifie que tous les composants internes neufs, soit les pistons, les segments, les bielles, les soupapes, le turbocompresseur, les joints d'étanchéité, le système de distribution du carburant (les injecteurs et les pompes à carburant), le démarreur, l'alternateur/la génératrice, le vilebrequin, l'arbre à cames et la culasse, peuvent être remplacés au besoin. Le bloc moteur doit être vérifié et réparé au besoin pour respecter les caractéristiques de l'équipementier pour un bloc moteur neuf. Le moteur entièrement révisé doit respecter les caractéristiques de l'équipementier pour un moteur multi carburant neuf ou remis à neuf. Le moteur reconstruit doit être repeint conformément aux spécifications de l'équipementier. Le moteur reconstruit doit

être muni du lubrifiant de rodage approprié, et les instructions de rodage complètes doivent être fournies avec chaque moteur. Le TI est de 30 jours.

### 3.1.2 Moteur remis à neuf:

a) Moteur Deutz BF4L 2011 remis à neuf.

L'entrepreneur doit fournir un moteur remis à neuf en usine :

- (i) moteur remis à neuf;
- (ii) dépôt de reprise; et
- (iii) transport jusqu'à et à partir de la 86 ESPSA.
- (iv) TI de moins de 15 jours.

b) Moteur Deutz BF4L 1011F remis à neuf.

L'entrepreneur doit fournir un moteur remis à neuf :

- (i) moteur remis à neuf;
- (ii) dépôt de reprise; et
- (iii) transport jusqu'à et à partir de la 86 ESPSA.
- (iv) TI de moins de 15 jours.

### 3.1.3 Composants et pièces de moteur d'équipementier:

a) L'entrepreneur doit fournir des composants de moteur Deutz neufs d'équipementier; la liste ci-dessous est un échantillon représentatif de ce qui pourrait être nécessaire pour la maintenance de routine des moteurs et pour maintenir les moteurs en état de marche jusqu'au prochain cycle de révision. Il ne s'agit pas d'une liste complète des composants des moteurs dont on aura besoin, mais d'un échantillon de ce dont on pourrait avoir besoin pour procéder à la maintenance des moteurs pendant une année. Les quantités sont des estimations seulement; il ne s'agit pas des quantités définitives permettant de répondre aux besoins en matière de maintenance des moteurs. Les exigences en matière de maintenance pourraient augmenter ou diminuer en fonction du lieu de pose et de la fréquence d'utilisation.

Article	Description	Quantités estimées
A	Courroie crantée étroite	20
B	Filtre à huile	20
C	Pompe à carburant	10
D	Démarrateur	2
E	Refroidisseur d'huile	2
F	Turbocompresseur pour les variantes BF	2
G	Trousse de joints d'étanchéité pour moteur	6
H	Arbre à cames	1
I	Vilebrequin	1
J	Injecteur(s)	20
K	Ventilateur	3
L	Segments de piston (ensembles)	1
M	Robinet de régulation de la pression d'huile	2
N	Alternateur/génératrice	6
O	Culasse de modèle F	1
P	Culasse de modèle BF	1
Q	Filtre à air	20
R	Filtre à carburant	20
S	Solénoïde	6
T	Collecteur d'échappement	1
U	Collecteur d'admission	1

### 3.5 Formation:

- a) L'entrepreneur doit fournir une formation sur l'utilisation et la maintenance (UM) des moteurs Deutz F4L 2011, D2011 L 041 et BF4L 1011 à un maximum de 15 stagiaires au besoin à l'installation de maintenance de la 86 ESPSA. Cette formation aura lieu une fois par an ou moins à la demande du RP.
- b) L'entrepreneur doit fournir une formation sur l'UM; la formation ne doit pas durer plus de 6 heures (atelier pratique (60 %) et travail en classe (40 %)). Cette formation doit permettre de s'assurer que le personnel de la 86 ESPSA sait parfaitement comment effectuer la maintenance de routine des moteurs Deutz en question et comment les utiliser. Des documents de cours et des notes doivent être distribués pendant la formation. On fournira à l'entrepreneur un moteur Deutz en état de marche pour la formation; des locaux seront fournis à la 86 ESPSA ou à un autre emplacement de la 8e Escadre.
- c) L'entrepreneur doit fournir à la 86 ESPSA de la formation sur l'UM à l'un ou l'autre des emplacements dans un délai de 30 jours suivant la demande de formation faite par la 86 ESPSA, par le biais du RP.

### 4. Produits livrables et acceptation

- a) L'entrepreneur doit fournir un moteur Deutz multi-carburant complètement reconstruit lors d'un échange « un pour un » à la 86 ESPSA. Chaque moteur reconstruit ou remis à neuf doit être mis dans une caisse individuelle et être emballé (par exemple, à l'aide de plastique étirable) comme requis pour empêcher les dommages et pour éviter que de la poussière et des débris ne pénètrent dans les systèmes lors du transport. Chaque moteur doit être bien lubrifié et prêt à être posé sur le SAA correspondant.
- b) L'entrepreneur doit fournir un moteur multi-carburant Deutz neuf qui respecte les exigences de la dernière étape de la norme actuelle sur les émissions polluantes s'appliquant aux génératrices diesel.
- c) L'entrepreneur doit fournir une liste de toutes les pièces remplacées lors de la reconstruction.
- d) L'entrepreneur doit fournir une garantie de 90 jours pour chaque moteur à compter de la date de réception à la 86 ESPSA.
- e) Si l'entrepreneur fournit un moteur remis à neuf, un certificat d'usine mentionnant que le moteur a été remis dans son état d'origine doit être fourni.
- f) L'entrepreneur doit fournir à chaque stagiaire un certificat de formation indiquant qu'il a terminé le cours d'UM sur le moteur Deutz.
- g) L'entrepreneur doit aller chercher l'équipement à la 86 ESPSA, BFC Trenton, puis le livrer. Le ramassage et la livraison doivent être effectués pendant les heures de travail principales, entre 7 h et 15 h, du lundi au vendredi, sauf les jours fériés (le jour de la Famille n'est pas un jour férié reconnu). L'entrepreneur doit fournir des services de ramassage et de livraison pour la BFC Trenton à ces moments, à l'exception des exigences concernant les urgences.
- h) L'entrepreneur doit donner au RP le numéro de téléphone auquel on peut le rejoindre ou rejoindre son représentant si ce représentant n'est pas celui mentionné dans l'OCIR.

### 5. Contraintes

- a) L'entrepreneur doit être une installation de révision/réparation de moteurs Deutz autorisée.
- b) L'entrepreneur doit utiliser des pièces d'équipementier Deutz; la substitution de pièces ou de composants est interdite.
- c) Le TI doit être respecté, car le calendrier de révision de la 86 ESPSA doit l'être aussi.
- d) Toutes les communications avec les techniciens de la 86 ESPSA doivent se faire en anglais.
- e) L'accès à la 86 ESPSA doit être organisé à l'avance par le biais du RP ou du gestionnaire des articles du SAA.
- f) Comme les systèmes du SAA sont brevetés, l'accès à ces systèmes dans leur totalité peut être restreint.
- g) Aucune modification du moteur n'est permise sans la permission écrite du responsable technique (RT)/gestionnaire du cycle de vie du matériel (GCVM).

- h) Aucun des manuels sur les pièces, mis à part ceux sur les moteurs, ne doit être publié, par ordre du GCVM, ni aucun des documents signés (fabricant) lors de l'achat de l'équipement.

**6. Soutien fourni par le gouvernement du Canada**

- a) Des exemplaires des manuels pertinents seront fournis sur demande en anglais.

**7. Calendrier et dates de livraison**

- a) L'entrepreneur doit renvoyer les moteurs reconstruits, conformément à l'article 3.1.1, à la 86 ESPSA au cours du TI de 30 jours.
- b) L'entrepreneur doit fournir un ou plusieurs moteurs remis à neuf, conformément à l'article 3.1.2, à la 86 ESPSA au cours du TI de 15 jours.
- c) L'entrepreneur doit fournir les pièces ou les composants de moteur spécifiés, conformément à l'article 3.1.3, dans un délai de 30 jours.
- d) Les heures régulières sont de 7 h à 15 h du lundi au vendredi, sauf les jours fériés. Le jour de la Famille n'est pas un jour férié reconnu.

**8. Autorisation**

- a) Lorsque de l'entretien doit être effectué, le RP ou le gestionnaire des articles du SAA en avisera l'entrepreneur par téléphone, par télécopieur ou par courriel. Il est impératif que l'entrepreneur soit en mesure de communiquer électroniquement, et qu'il puisse ouvrir la documentation à l'aide de logiciels Windows, et y répondre.

**ANNEX B**  
**BASE DE PAIEMENT**

- 1. Période de l'offre à commandes :** Deux (2) ans à partir du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_, inclusivement. (Les dates seront insérées lors de l'attribution de l'offre à commandes.)

**1.1 Catégorie 1 : Tarifs de la main-d'œuvre (y compris les appels d'urgence)**

Sur demande du responsable du projet (RP) ou de son remplaçant, au moyen d'une commande subséquente signée et conformément à l'annexe A. L'entrepreneur sera payé conformément aux tarifs fermes tout compris indiqués ci-dessous. Les prix comprennent tous les frais liés à la main-d'œuvre, aux déplacements, aux matériaux, aux fournitures, aux équipements et aux autres frais généraux. Les prix doivent également inclure le dépannage en plus des travaux de réparation sur le site de l'entrepreneur.

		A	B	C	D (AxB) + (AxC)
Article	Description Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	Nombre estimatif d'heures par an	Année 1 Prix unitaire ferme	Année 2 Prix unitaire ferme	Prix calculé estimatif
1	Index de qualification	150	_____ \$/heure	_____ \$/heure	\$
2	Apprentis inscrits	150	_____ \$/heure	_____ \$/heure	\$

**1.2 Catégorie 2 : Ramassage et livraison/retour**

Sur demande du responsable du projet (RP) ou de son remplaçant, au moyen d'une commande subséquente signée, les frais liés au ramassage des moteurs à reconstruire ou à remettre à neuf et à la livraison de retour de ces moteurs reconstruits ou remis à neuf doivent être facturés par trajet à partir du lieu indiqué dans le présent document. Un avis de ramassage peut viser plusieurs bons de commande et/ou unités. Si l'on demande à l'entrepreneur de retourner à la base pour exécuter d'autres commandes subséquentes dans la même journée ouvrable, les frais de ramassage ou de livraison s'appliquent une deuxième fois. Les travaux mentionnés à l'article 3.1.2 doivent être effectués avant la livraison de retour des moteurs.

		A	B	C	D (AxB) + (AxC)
Article	Description Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	Nombre estimatif de trajets par an	Année 1 Prix unitaire ferme	Année 2 Prix unitaire ferme	Prix calculé estimatif
1	Ramassage	6	_____ \$/trajet	_____ \$/trajet	\$
2	Livraison et retour	6	_____ \$/trajet	_____ \$/trajet	\$

**1.3 Catégorie 3 : Matériaux et pièces de rechange**

Prix de revient — majoration : Aux fins de la présente DOC et pour tout contrat à venir, le « prix de revient » sera défini comme étant des « dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné au gouvernement, en excluant la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée ». La « majoration » comprend les dépenses d'achat applicables (moins les remises), la manutention interne et les dépenses générales et administratives plus le profit.



		A	B	C	D (AxB) + (AxC)
Article	Description	Utilisation estimative (\$) du matériel par année	Année 1	Année 2	Prix calculé estimatif
1	Les matériaux et les pièces de rechange fournis par l'entrepreneur (autres que ceux fournis gratuitement) seront facturés au prix de revient fixé par l'entrepreneur, majoré d'une marge bénéficiaire de :	20 000,00 \$	_____ / %	_____ / %	\$

#### 1.4 Catégorie 4 : Achat de nouveaux moteurs Deutz

Prix de revient : Aux fins de la présente DOC et pour tout contrat à venir, le « prix de revient » sera défini comme étant des « dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné au gouvernement, en excluant la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée ».

		A	B	C	D (AxB) + (AxC)
Article	Description	Achat estimatif (\$) par an	Année 1	Année 2	Prix calculé estimatif
1	L'achat de nouveaux moteurs Deutz fournis par l'entrepreneur sera facturé selon la liste de prix publiée par l'entrepreneur, avec un coût fixe moins une remise de :	30 000,00 \$	_____ / %	_____ / %	\$

#### 1.5 Catégorie 5 : Formation

Sur demande du responsable du projet (RP) ou de son remplaçant, au moyen d'une commande subséquente signée et conformément à l'annexe A. L'entrepreneur sera payé conformément aux tarifs fermes tout compris indiqués ci-dessous. Les prix comprennent tous les frais liés à la main-d'œuvre, aux déplacements, aux matériaux, aux fournitures et à l'équipement.

		A	B	C	D (AxB) + (AxC)
Article	Description	Nombre estimatif de cours par année	Année 1	Année 2	Prix calculé estimatif
1	Fourniture et prestation de cours de formation pour un maximum de 15 participants pour une durée maximale de 6 heures, conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux.	1	_____ \$ /cours	_____ \$ /cours	\$

<b>Prix calculé estimatif total pour la durée de l'OC — année 1 et année 2 (total agrégé des prix calculés estimatifs pour chaque catégorie) :</b>	\$
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

## 2. Option 1 - Année 3: (Les dates seront insérées lors de l'attribution de l'offre à commandes)

### 2.1 Catégorie 1 : Tarifs de la main-d'œuvre (y compris les appels d'urgence)

Sur demande du responsable du projet (RP) ou de son remplaçant, au moyen d'une commande subséquente signée et conformément à l'annexe A. L'entrepreneur sera payé conformément aux tarifs fermes tout compris indiqués ci-dessous. Les prix comprennent tous les frais liés à la main-d'œuvre, aux déplacements, aux matériaux, aux fournitures, aux équipements et aux autres frais généraux. Les prix doivent également inclure le dépannage en plus des travaux de réparation sur le site de l'entrepreneur.

		A	B	C (AxB)
Article	Description Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	Nombre estimatif d'heures par an	Année 3 Prix unitaire ferme	Prix calculé estimatif
1	Index de qualification	150	_____ \$/heure	\$
2	Apprentis inscrits	150	_____ \$/heure	\$

### 2.2 Catégorie 2 : Ramassage et livraison/retour

Sur demande du responsable du projet (RP) ou de son remplaçant, au moyen d'une commande subséquente signée, les frais liés au ramassage des moteurs à reconstruire ou à remettre à neuf et à la livraison de retour de ces moteurs reconstruits ou remis à neuf doivent être facturés par trajet à partir du lieu indiqué dans le présent document. Un avis de ramassage peut viser plusieurs bons de commande et/ou unités. Si l'on demande à l'entrepreneur de retourner à la base pour exécuter d'autres commandes subséquentes dans la même journée ouvrable, les frais de ramassage ou de livraison s'appliquent une deuxième fois. Les travaux mentionnés à l'article 3.1.2 doivent être effectués avant la livraison de retour des moteurs.

		A	B	C (AxB)
Article	Description Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	Nombre estimatif de trajets par an	Année 3 Prix unitaire ferme	Prix calculé estimatif
1	Ramassage	6	_____ \$/trajet	\$
2	Livraison et retour	6	_____ \$/trajet	\$

### 2.3 Catégorie 3 : Matériaux et pièces de rechange

Prix de revient — majoration : Aux fins de la présente DOC et pour tout contrat à venir, le « prix de revient » sera défini comme étant des « dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné au gouvernement, en excluant la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée ». La « majoration » comprend les dépenses d'achat applicables (moins les remises), la manutention interne et les dépenses générales et administratives plus le profit.

		A	B	C (AxB)
Article	Description	Utilisation estimative (\$) du matériel par année	Année 3	Prix calculé estimatif
1	Les matériaux et les pièces de rechange fournis par l'entrepreneur (autres que ceux fournis gratuitement) seront facturés au prix de revient fixé par l'entrepreneur, majoré d'une marge bénéficiaire de :	20 000,00 \$	_____ / %	\$

**2.4 Catégorie 4 : Achat de nouveaux moteurs Deutz**

Prix de revient : Aux fins de la présente DOC et pour tout contrat à venir, le « prix de revient » sera défini comme étant des « dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné au gouvernement, en excluant la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée ».

		A	B	C (AxB)
Article	Description	Achat estimatif (\$) par an	Année 3	Prix calculé estimatif
1	L'achat de nouveaux moteurs Deutz fournis par l'entrepreneur sera facturé selon la liste de prix publiée par l'entrepreneur, avec un coût fixe moins une remise de :	30 000,00 \$	_____ / %	\$

**2.5 Catégorie 5 : Formation**

Sur demande du responsable du projet (RP) ou de son remplaçant, au moyen d'une commande subséquente signée et conformément à l'annexe A. L'entrepreneur sera payé conformément aux tarifs fermes tout compris indiqués ci-dessous. Les prix comprennent tous les frais liés à la main-d'œuvre, aux déplacements, aux matériaux, aux fournitures et à l'équipement.

		A	B	C (AxB)
Article	Description	Nombre estimatif de cours par année	Année 3	Prix calculé estimatif
1	Fourniture et prestation de cours de formation pour un maximum de 15 participants pour une durée maximale de 6 heures, conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux.	1	_____ \$ /cours	\$

<b>Prix calculé estimatif total pour Option 1 - Année 3</b> (total agrégé des prix calculés estimatifs pour chaque catégorie) :	\$
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

### 3. Option 2 - Année 4: (Les dates seront insérées lors de l'attribution de l'offre à commandes)

#### 3.1 Catégorie 1 : Tarifs de la main-d'œuvre (y compris les appels d'urgence)

Sur demande du responsable du projet (RP) ou de son remplaçant, au moyen d'une commande subséquente signée et conformément à l'annexe A. L'entrepreneur sera payé conformément aux tarifs fermes tout compris indiqués ci-dessous. Les prix comprennent tous les frais liés à la main-d'œuvre, aux déplacements, aux matériaux, aux fournitures, aux équipements et aux autres frais généraux. Les prix doivent également inclure le dépannage en plus des travaux de réparation sur le site de l'entrepreneur.

		A	B	C (AxB)
Article	Description Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	Nombre estimatif d'heures par an	Année 4 Prix unitaire ferme	Prix calculé estimatif
1	Index de qualification	150	_____ \$/heure	\$
2	Apprentis inscrits	150	_____ \$/heure	\$

#### 3.2 Catégorie 2 : Ramassage et livraison/retour

Sur demande du responsable du projet (RP) ou de son remplaçant, au moyen d'une commande subséquente signée, les frais liés au ramassage des moteurs à reconstruire ou à remettre à neuf et à la livraison de retour de ces moteurs reconstruits ou remis à neuf doivent être facturés par trajet à partir du lieu indiqué dans le présent document. Un avis de ramassage peut viser plusieurs bons de commande et/ou unités. Si l'on demande à l'entrepreneur de retourner à la base pour exécuter d'autres commandes subséquentes dans la même journée ouvrable, les frais de ramassage ou de livraison s'appliquent une deuxième fois. Les travaux mentionnés à l'article 3.1.2 doivent être effectués avant la livraison de retour des moteurs.

		A	B	C (AxB)
Article	Description Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	Nombre estimatif de trajets par an	Année 4 Prix unitaire ferme	Prix calculé estimatif
1	Ramassage	6	_____ \$/trajet	\$
2	Livraison et retour	6	_____ \$/trajet	\$

#### 3.3 Catégorie 3 : Matériaux et pièces de rechange

Prix de revient — majoration : Aux fins de la présente DOC et pour tout contrat à venir, le « prix de revient » sera défini comme étant des « dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné au gouvernement, en excluant la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée ». La « majoration » comprend les dépenses d'achat applicables (moins les remises), la manutention interne et les dépenses générales et administratives plus le profit.

		A	B	C (AxB)
Article	Description	Utilisation estimative (\$) du matériel par année	Année 4	Prix calculé estimatif
1	Les matériaux et les pièces de rechange fournis par l'entrepreneur (autres que ceux fournis gratuitement) seront facturés au prix de revient fixé par l'entrepreneur, majoré d'une marge bénéficiaire de :	20 000,00 \$	_____ / %	\$

**3.4 Catégorie 4 : Achat de nouveaux moteurs Deutz**

Prix de revient : Aux fins de la présente DOC et pour tout contrat à venir, le « prix de revient » sera défini comme étant des « dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné au gouvernement, en excluant la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée ».

		A	B	C (AxB)
Article	Description	Achat estimatif (\$) par an	Année 4	Prix calculé estimatif
1	L'achat de nouveaux moteurs Deutz fournis par l'entrepreneur sera facturé selon la liste de prix publiée par l'entrepreneur, avec un coût fixe moins une remise de :	30 000,00 \$	_____ / %	\$

**3.5 Catégorie 5 : Formation**

Sur demande du responsable du projet (RP) ou de son remplaçant, au moyen d'une commande subséquente signée et conformément à l'annexe A. L'entrepreneur sera payé conformément aux tarifs fermes tout compris indiqués ci-dessous. Les prix comprennent tous les frais liés à la main-d'œuvre, aux déplacements, aux matériaux, aux fournitures et à l'équipement.

		A	B	C (AxB)
Article	Description	Nombre estimatif de cours par année	Année 4	Prix calculé estimatif
1	Fourniture et prestation de cours de formation pour un maximum de 15 participants pour une durée maximale de 6 heures, conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux.	1	_____ \$ /cours	\$

<b>Prix calculé estimatif total pour Option 2 - Année 4</b> (total agrégé des prix calculés estimatifs pour chaque catégorie) :	\$
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

**4. Option 3 - Année 5:** (Les dates seront insérées lors de l'attribution de l'offre à commandes)**4.1 Catégorie 1 : Tarifs de la main-d'œuvre (y compris les appels d'urgence)**

Sur demande du responsable du projet (RP) ou de son remplaçant, au moyen d'une commande subséquente signée et conformément à l'annexe A. L'entrepreneur sera payé conformément aux tarifs fermes tout compris indiqués ci-dessous. Les prix comprennent tous les frais liés à la main-d'œuvre, aux déplacements, aux matériaux, aux fournitures, aux équipements et aux autres frais généraux. Les prix doivent également inclure le dépannage en plus des travaux de réparation sur le site de l'entrepreneur.

		A	B	C (AxB)
Article	Description Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	Nombre estimatif d'heures par an	Année 5 Prix unitaire ferme	Prix calculé estimatif
1	Index de qualification	150	_____ \$/heure	\$
2	Apprentis inscrits	150	_____ \$/heure	\$

**4.2 Catégorie 2 : Ramassage et livraison/retour**

Sur demande du responsable du projet (RP) ou de son remplaçant, au moyen d'une commande subséquente signée, les frais liés au ramassage des moteurs à reconstruire ou à remettre à neuf et à la livraison de retour de ces moteurs reconstruits ou remis à neuf doivent être facturés par trajet à partir du lieu indiqué dans le présent document. Un avis de ramassage peut viser plusieurs bons de commande et/ou unités. Si l'on demande à l'entrepreneur de retourner à la base pour exécuter d'autres commandes subséquentes dans la même journée ouvrable, les frais de ramassage ou de livraison s'appliquent une deuxième fois. Les travaux mentionnés à l'article 3.1.2 doivent être effectués avant la livraison de retour des moteurs.

		A	B	C (AxB)
Article	Description Durant les heures normales de travail (du lundi au vendredi)	Nombre estimatif de trajets par an	Année 5 Prix unitaire ferme	Prix calculé estimatif
1	Ramassage	6	_____ \$/trajet	\$
2	Livraison et retour	6	_____ \$/trajet	\$

**4.3 Catégorie 3 : Matériaux et pièces de rechange**

Prix de revient — majoration : Aux fins de la présente DOC et pour tout contrat à venir, le « prix de revient » sera défini comme étant des « dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné au gouvernement, en excluant la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée ». La « majoration » comprend les dépenses d'achat applicables (moins les remises), la manutention interne et les dépenses générales et administratives plus le profit.

		A	B	C (AxB)
Article	Description	Utilisation estimative (\$) du matériel par année	Année 5	Prix calculé estimatif
1	Les matériaux et les pièces de rechange fournis par l'entrepreneur (autres que ceux fournis gratuitement) seront facturés au prix de revient fixé par l'entrepreneur, majoré d'une marge bénéficiaire de :	20 000,00 \$	_____ / %	\$

**4.4 Catégorie 4 : Achat de nouveaux moteurs Deutz**

Prix de revient : Aux fins de la présente DOC et pour tout contrat à venir, le « prix de revient » sera défini comme étant des « dépenses engagées par un fournisseur pour obtenir un produit ou un service donné au gouvernement, en excluant la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée ».

		A	B	C (AxB)
Article	Description	Achat estimatif (\$) par an	Année 5	Prix calculé estimatif
1	L'achat de nouveaux moteurs Deutz fournis par l'entrepreneur sera facturé selon la liste de prix publiée par l'entrepreneur, avec un coût fixe moins une remise de :	30 000,00 \$	_____ / %	\$

**4.5 Catégorie 5 : Formation**

Sur demande du responsable du projet (RP) ou de son remplaçant, au moyen d'une commande subséquente signée et conformément à l'annexe A. L'entrepreneur sera payé conformément aux tarifs fermes tout compris indiqués ci-dessous. Les prix comprennent tous les frais liés à la main-d'œuvre, aux déplacements, aux matériaux, aux fournitures et à l'équipement.

		A	B	C (AxB)
Article	Description	Nombre estimatif de cours par année	Année 5	Prix calculé estimatif
1	Fourniture et prestation de cours de formation pour un maximum de 15 participants pour une durée maximale de 6 heures, conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux.	1	_____ \$ /cours	\$

<b>Prix calculé estimatif total pour Option 3 - Année 5</b> (total agrégé des prix calculés estimatifs pour chaque catégorie) :	\$
<b>Le prix total évalué:</b> (Prix calculé estimatif pour Période de l'offre à commandes – année 1&2 + Option 1 – année 3 + Option 2 – année 4 + Option 3 – année 5)	\$

**NOTE:**

- (a) L'utilisation estimative ci-dessus est fondée sur les chiffres des années précédentes et sur les prévisions pour le présent contrat, et servira à des fins d'évaluation uniquement. Il s'agit d'une estimation faite de bonne foi qui ne constitue pas une entente liant la Couronne pour ce qui est de la quantité estimée.
- (b) Toutes les lignes surlignées en gris seront retirées au moment de l'attribution du contrat.

---

## ANNEXE C

### EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

#### 1. Assurance de responsabilité civile commerciale

- A. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
- B. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants:
- (i) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - (ii) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - (iii) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
  - (iv) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - (v) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - (vi) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - (vii) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - (viii) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
  - (ix) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - (x) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
  - (xi) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
  - (xii) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
  - (xiii) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
  - (xiv) Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.



- (xv) Droits de poursuite : Conformément é l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

**Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante:**

Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

**Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante:**

Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

**2. Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions**

- A. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit en aucun cas être inférieure à 1 000 000 \$ par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
- B. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat
- C. L'avenant suivant doit être compris :
- Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.

**3. Assurance responsabilité civile automobile**

- A. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
- B. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants:
- Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident
  - Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions
  - Garantie non-assurance des tiers
  - Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

---



#### 4. Assurance tous risques des biens

- A. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance « tous risques » pour protéger les biens de l'État dont il a la charge, la garde ou le contrôle, et dont le montant de la protection ne doit pas être inférieur à 100 000.00\$. La base d'évaluation des biens de l'État est la suivante valeur agréée.
- B. Demandes d'indemnité : L'entrepreneur doit aviser promptement le Canada de toute perte ou dommage à ses biens et doit superviser, investiguer et documenter les pertes ou dommages afin que les demandes d'indemnité soient correctement établies et payées
- C. La police d'assurance tous risques des biens doit comprendre les éléments suivants :
  - (i) Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
  - (ii) Bénéficiaire: Le Canada, selon ses intérêts et ses directives.
  - (iii) Renonciation aux droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou à tout dommage aux biens, peu en importe la cause.



## ANNEXE E

## PWGSC-TPSGC 942 - COMMANDE SUBSÉQUENTE À UNE OFFRE À COMMANDES

 Public Works and Government Services Canada		Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Ship to - Expéditeur a		<b>Call-up Against a Standing Offer</b> <b>Commande subséquente à une offre à commandes</b>	
Supplier - Fournisseur		<p>To the supplier: The standing offer identified below is accepted as follows: You are required to supply the goods or services, or both, shown below at the prices or on the pricing basis stated and in accordance with the other conditions stated in the standing offer. Only goods or services, or both, included in the standing offer will be supplied in the call-up against the standing offer.</p> <p>Au fournisseur: L'offre à commandes indiquée ci-dessous est acceptée selon les modalités suivantes : Vous devez fournir les biens ou les services, ou les deux, indiqués ci-dessous selon les prix ou la base de tarification établie, et conformément avec les autres conditions stipulées dans l'offre à commandes. Seuls les biens ou les services, ou les deux, inclus dans l'offre à commandes seront fournis dans la commande subséquente à l'offre à commandes.</p> <p>Security: The call-up includes security provisions. Sécurité : La demande comprend des exigences en matière de sécurité.</p> <p><input type="checkbox"/> NO NON <input type="checkbox"/> YES OUI If YES, attach a SRCL to the call-up Si OUI, joindre une L'VERS à la demande</p>	
Invoices must be sent in accordance with - Les factures doivent être envoyées selon :			
<input type="checkbox"/> The detailed instructions in the standing offer Les instructions détaillées dans l'offre à commandes			
<input type="checkbox"/> The address shown in the "Ship to" block L'adresse indiquée dans la case « Expéditeur a »			
<input type="checkbox"/> Special instructions below Les instructions particulières ci-dessous			
Each shipment must be accompanied by a packing or delivery slip. All invoices, bills of lading and packing slips must show the following reference numbers.			
Chaque expédition doit être accompagnée d'un bordereau d'emballage ou de livraison. Les factures, connaissements et bordereaux d'emballage doivent tous porter les numéros de référence suivants.			
Standing Offer No. - N° de l'offre à commandes		Request No. - N° de demande Order, Off. - Bur. dem. YY - AA Serial No. - N° de série	
		Client Reference No. (optional) N° de référence du client (facultatif)	
The representative of the identified User signing the call-up form must indicate his or her physical address. This address will constitute the address most connected with the supply and will determine, where applicable, the place of supply for this procurement. Le représentant de l'utilisateur désigné qui signe le formulaire de commande subséquente doit indiquer son adresse municipale, qui constituera l'adresse la plus associée à l'approvisionnement et qui déterminera, le cas échéant, le lieu d'approvisionnement pour cette commande.			
Amendment No. N° de modification		Previous Value (\$) Valeur précédente (\$)	
		Value of increase or decrease (\$) Valeur de l'augmentation ou diminution (\$)	
		Total estimated expenditures or revised Total des dépenses estimatives ou révisées	
Item No. N° de l'article	NATO Stock No. / Item Description N° de nomenclature de l'OTAN / Description de l'article	U. of I. U. de d.	Quantity Quantité
			Unit Price Prix unitaire (\$)
			Extended Price Prix calculé (\$)
Special Instructions - Instructions particulières			
Total			
For further information, call - Pour renseignements supplémentaires, contacter		Delivery required by - Livraison requise le	
Name - Nom		Telephone No. - N° de téléphone	
For internal purposes only - Pour usage interne seulement		Approved for the Minister - Approuvé pour le Ministre	
Pursuant to subsection 32(1) of the Financial Administration Act, funds are available. En vertu du paragraphe 32(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques, des fonds sont disponibles.			
Signature (Mandatory - Obligatoire)		Signature (Mandatory - Obligatoire)	
Date (YYYY-MM-DD - AAAA-MM-JJ)		Date (YYYY-MM-DD - AAAA-MM-JJ)	
		PWGSC-TPSGC 942 (01/2014)	

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0125-20AAS2/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W0125-20AAS2

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
TOR-0-43038

Buyer ID - Id de l'acheteur  
tor024  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Requisition No. - N° de demande			Client Reference No. (optional) N° de référence du client (facultatif)			Page	
Order, Off.	Bur, dem.	YY - AA	Serial No. - N° de série				of de
Item No. N° de l'article	NATO Stock No. / Item Description N° de nomenclature de l'OTAN / Description de l'article			U. of L U. de d.	Quantity Quantité	Unit Price Prix unitaire (\$)	Extended Price Prix calculé (\$)

## ANNEXE 'F' DE LA PARTIE 4 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES D'ÉVALUATION

### 1. Critères techniques obligatoires

L'offre doit se conformer aux critères techniques obligatoires (CTO) donnés ci-après. L'offrant doit fournir dans son offre la documentation nécessaire pour justifier et démontrer qu'il respecte chacun des critères techniques obligatoires. Les offres qui ne respecteront pas chacun des critères techniques obligatoires seront déclarées non conformes et ne feront l'objet d'aucune évaluation supplémentaire.

N°	Critères obligatoires	Identifier le numéro de page correspondant dans l'offre
01	<p>L'offrant doit être un concessionnaire ou un distributeur Deutz certifié et autorisé. Il doit aussi être nommé sur le site internet de Deutz (<a href="http://www.deutz.com">www.deutz.com</a>) comme concessionnaire ou distributeur autorisés de moteurs Deutz. Les sous traitants seront mis de côté pour cette demande à cause des restrictions en matière de garantie du fabricant.</p> <p>En démontrant son respect des critères, l'offrant doit fournir un exemplaire de la certification et une capture d'écran du site Internet de Deutz montrant que cette entreprise fait partie de la liste des concessionnaires ou des distributeurs autorisés.</p> <p>Si les documents n'ont pas été fournis à la clôture de la période de présentation des soumissions, le personnel de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) avisera l'offrant qu'il doit les fournir dans un délai de deux jours ouvrables suivant l'avis de TPSGC. (Remarque : Cette exigence reflète le fait que TPSGC s'attend à ce que ces documents soient disponibles facilement).</p> <p>Si l'offrant ne fournit pas les documents requis dans un délai de deux jours ouvrables, son offre sera non conforme et mise de côté définitivement.</p>	
02	<p>Les offrants ont proposé que le personnel qui effectue la reconstruction doive être formé en usine ou doive posséder une certification provinciale d'apprenti inscrit, de machiniste ou de mécanicien de moteurs diesel.</p> <p>Pour démontrer qu'il respecte les critères, l'offrant doit fournir un exemplaire de la certification de formation, de la certification provinciale ou de la documentation d'enregistrement pour chaque ressource proposée.</p> <p>Si les documents n'ont pas été fournis à la clôture de la période de présentation des soumissions, le personnel de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) avisera l'offrant qu'il doit les fournir dans un délai de deux jours ouvrables suivant l'avis de TPSGC. (Remarque : Cette exigence reflète le fait que TPSGC s'attend à ce que ces documents soient disponibles facilement).</p> <p>Si l'offrant ne fournit pas les documents requis dans un délai de deux jours ouvrables, son offre sera non conforme et mise de côté définitivement.</p>	

---

**ANNEXE 'G' DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES  
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

**INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ( ) Carte d'achat VISA ;
- ( ) Carte d'achat MasterCard ;
- ( ) Dépôt direct (national et international) ;
- ( ) Échange de données informatisées (EDI) ;
- ( ) Virement télégraphique (international seulement) ;
- ( ) Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

---

**ANNEXE 'H' DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES**  
**ATTESTATIONS ADDITIONNELLE**

**1. Conseil d'administration**

Conformément à l'article 5.2.1, Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée de la partie 5, Attestations et renseignements supplémentaires, la documentation requise qui doit être fournie est la liste complète de toutes les personnes qui sont actuellement des administrateurs de l'offrant avant l'attribution du contrat. Les offrants doivent présenter cette information dans leur offre.

Nom de l'administrateur - _____	Titre : _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____

**2. Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA)**

Conformément à la Section 02, Numéro d'entreprise - approvisionnement, des 2006 (2019-03-04) Instructions uniformisées – demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, les fournisseurs doivent détenir un numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) avant l'attribution d'un contrat. . Ils doivent fournir leur NEA dans leur soumission.

Numéro d'entreprise - approvisionnement - \_\_\_\_\_

Si un fournisseur ne possède pas une NEA, les fournisseurs peuvent demander un NEA en direct à Données d'inscription des fournisseurs. Il est également possible de communiquer avec la LigneInfo au 1 800-811-1148 pour obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.